

L'APD du Japon

1. Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne le transfert, dans le cadre de cette coopération, de ressources et de technologie des pays développés aux pays en développement.

2. Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, qui inclut notamment l'envoi de volontaires, les prêts d'APD et les dons.

3. La nouvelle JICA utilise divers mécanismes d'aide de manière intégrée

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux, tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. De nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée, sont apparus. À l'inverse, le Japon a pour sa part réduit le budget consacré à l'APD suite à une situation financière difficile.

Au vu de ces évolutions à l'échelon international et des nombreuses réformes administratives qu'elles ont entraînées en interne, le gouvernement japonais a mis en œuvre des réformes visant à améliorer les politiques stratégiques et les systèmes d'exécution de l'APD, afin d'améliorer la qualité de son aide publique au développement. Afin d'intégrer dans ce sens les organismes d'exécution de l'APD, l'Agence a absorbé au 1^{er} octobre 2008 la division chargée des opérations économiques au sein de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et les activités d'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (hormis celles relevant de la politique diplomatique, directement supervisées par le ministère) ce qui a conduit à la création de la « nouvelle JICA ». Par cette intégration, trois mécanismes d'aide sont désormais organiquement liés au sein d'une même organisation, ce qui permet à la JICA d'être plus efficace et rationnelle dans ses activités. Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

en élevant le niveau technologique général et en mettant en place de nouvelles institutions et organisations. Toutes ces actions aident les pays partenaires à développer des capacités pour résoudre les problèmes et à parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend : (1) la formation, (2) l'envoi d'experts, (3) la fourniture d'équipements et (4) la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets publics (coopération technique pour la planification du développement).

► L'aide sous forme de prêts

Ce type d'aide soutient les efforts des pays en développement vers la croissance en fournissant à ces nations les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les prêts d'APD et les prêts d'investissement dans le secteur privé relèvent de ce type d'aide. Les prêts d'APD permettent en particulier des financements plus importants que la coopération technique ou les dons. Aussi, cette forme de soutien a été largement exploitée pour l'implantation d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Contrairement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés par le pays bénéficiaire, ce qui incite ce dernier à réfléchir plus précisément à l'importance et à l'urgence des projets, et aussi à s'efforcer d'affecter et d'utiliser l'aide de manière plus efficace.

► L'aide sous forme de dons

Mécanisme fournissant les fonds nécessaires pour promouvoir le développement socioéconomique, ce type d'aide n'est assorti d'aucune obligation de remboursement. Dans les pays en développement où les revenus sont particulièrement bas, les dons sont principalement destinés à la construction d'infrastructures socioéconomiques, telles que des hôpitaux et des ponts, mais aussi pour promouvoir l'enseignement, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités liées à l'environnement. L'ensemble se traduit par une amélioration directe du niveau de vie.

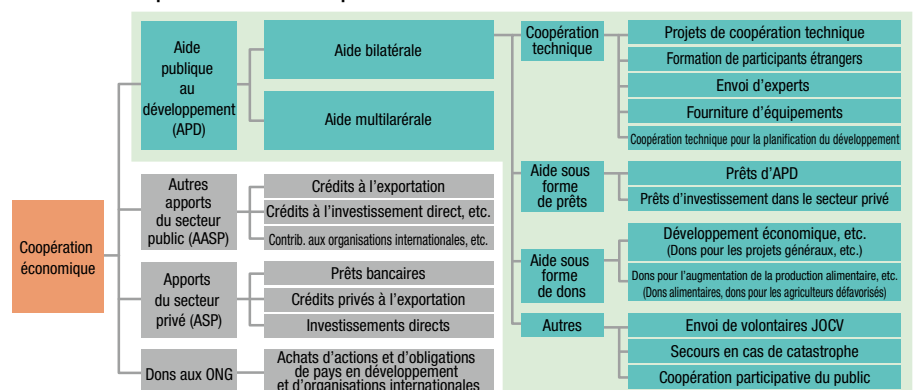
L'aide sous forme de dons se divise en quinze catégories : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste

L'aide bilatérale

► La coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. En collaborant avec les pays partenaires et en planifiant avec eux un programme de coopération répondant aux problèmes locaux, la coopération technique contribue à renforcer et à améliorer les techniques adaptées à la situation de chaque pays, tout

Tableau 1 Coopération économique et APD



et sécuritaire renforcée ; les dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture ; les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour les agriculteurs défavorisés ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; et les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

Les financements et contributions aux organisations internationales (aide multilatérale)

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement qui transite par des institutions internationales financées par les pays membres. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF),

et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

4. Les tendances de l'aide internationale

À l'instar des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une nouvelle tendance est récemment apparue en matière d'aide internationale. Ainsi, la communauté internationale a redoublé d'efforts pour définir des objectifs communs, alors que divers pays et institutions conjuguent leurs moyens pour les atteindre. Autrefois, la tendance était à la coopération et à la coordination de l'aide au niveau des projets individuels, mais plus récemment, l'accent est davantage mis sur l'importance de soutenir l'appropriation des pays partenaires avec la collaboration et les efforts conjoints des pays donateurs et

Tableau 2 L'APD japonaise en 2009 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Type d'aide (année civile 2009)		1 million USD			1 milliard JPY			Parts en %	
		Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2008/2009 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2008/2009 (%)		
Décaissements d'APD									
APD	Dons	Dons	2 177,95	4 780,69	-54,4	203,420	494,802	-58,9	22,8
		Réduction de la dette	68,33	2 801,18	-97,6	6,382	289,922	-97,8	0,7
		Dons par le biais d'organisations internationales	660,59	730,90	-9,6	61,699	75,648	-18,4	6,9
		Dons excluant ce qui précède	1 449,03	1 248,61	16,1	135,339	129,231	4,7	15,1
		Dons (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	2 175,22	4 776,56	-54,5	203,166	494,374	-58,9	22,9
		Réduction de la dette	68,33	2 801,18	-97,6	6,382	289,922	-97,8	0,7
		Dons par le biais d'organisations internationales	660,49	730,06	-9,5	61,690	75,561	-18,4	7,0
		Dons excluant ce qui précède	1 446,39	1 245,32	16,1	135,093	128,891	4,8	15,3
		Coopération technique	3 225,46	3 057,82	5,5	301,258	316,484	-4,8	33,7
		Coopération technique (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	3 149,34	2 987,07	5,4	294,148	309,161	-4,9	33,2
	APD bilatérale	Total des dons	5 403,41	7 838,51	-31,1	504,678	811,286	-37,8	56,5
		Total des dons (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	5 324,56	7 763,62	-31,4	497,314	803,535	-38,1	56,2
		Prêts d'APD et autres crédits	674,55	-899,66		63,003	-93,115		7,0
		(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	740,03	163,87	351,60	69,119	16,960	307,53	
		(Valeur des prêts versés)	7 744,40	7 050,81	9,84	723,327	729,759	-0,88	
		(Valeur des prêts remboursés)	7 069,85	7 950,47	-11,08	660,324	822,874	-19,75	
		(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	7 004,38	6 886,94	1,71	654,209	712,799	-8,22	
		(Prêts d'APD et autres crédits (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	673,90	-940,38		62,943	-97,329		7,1
		(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	739,38	123,15	500,38	69,058	12,746	441,79	
		(Valeur des prêts versés)	7 657,42	6 933,44	10,4	715,203	717,611	-0,3	
(Valeur des prêts remboursés)	6 983,51	7 873,82	-11,3	652,260	814,940	-20,0			
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	6 918,04	6 810,28	1,6	646,145	704,864	-8,3			
APD bilatérale globale	6 077,96	6 938,85	-12,4	567,681	718,171	-21,0	63,5		
APD bilatérale globale (Europe de l'Est et pays émancipés exclus)	5 998,46	6 823,25	-12,1	560,257	706,206	-20,7	63,3		
Contributions et financement aux organisations multilatérales	3 492,62	2 759,75	26,6	326,211	285,634	14,2	36,5		
Contributions et financement aux organisations multilatérales (BERD exclue)	3 481,64	2 755,86	26,3	325,185	285,231	14,0	36,7		
APD nette globale		9 698,60	-1,3	893,892	1 003,805	-10,9	100,0		
APD nette globale (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)	9 480,10	9 579,10	-1,0	885,442	991,437	-10,7	100,0		
APD brute globale	16 640,43	17 649,07	-5,7	1 554,216	1 826,679	-14,9			
APD brute globale (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)	16 463,62	17 452,92	-5,7	1 537,702	1 806,377	-14,9			
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	5 223,13	5 063,82	3,1	487 840,30	524 105,80	-6,9			
Pourcentage du RNB	0,18	0,19		0,18	0,19				
Pourcentage du RNB (Europe de l'Est, pays émancipés et BERD exclus)		0,19		0,18	0,19				

Notes 1. Les 14 pays et régions ayant bénéficié de l'APD sont les suivants : Brunei, Singapour, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Israël, Hong Kong, Chypre, République de Corée, Nouvelle-Calédonie, Malte, Slovénie, Bahreïn et Arabie saoudite

2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2009 : 1 USD = 93,4 JPY (dépréciation de 10,1 par rapport à 2008)

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

5. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.

6. Auparavant, les dons transitant par les organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et financement aux organisations multilatérales », mais depuis 2006, les dons parvenus aux pays et régions au cours de cette même année sont considérés comme des « aides non remboursables ».

des organisations internationales, afin d'aider ces pays à définir leurs propres plans de développement et objectifs prioritaires, pour ensuite les concrétiser. En bref, il faut que les organisations fournissant leur aide le fassent conformément aux stratégies de développement et aux priorités des pays partenaires.

5. Le niveau de l'APD japonaise

Si l'on considère le niveau de l'APD japonaise en décaissements nets, le Japon a fourni en 2009 environ 5 998,4 millions USD (environ 560,3 milliards JPY) d'APD bilatérale et 3 481,6 millions USD (environ 325,2 milliards JPY) de contributions et financements aux organisations internationales. En conséquence, l'APD globale s'élève à 9 480,1 millions USD, soit une baisse de 1 % par rapport à l'exercice précédent (ou une baisse de 10,7 % en yens (885,4 milliards JPY) d'une année sur l'autre). Ce montant classe le Japon au cinquième rang des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

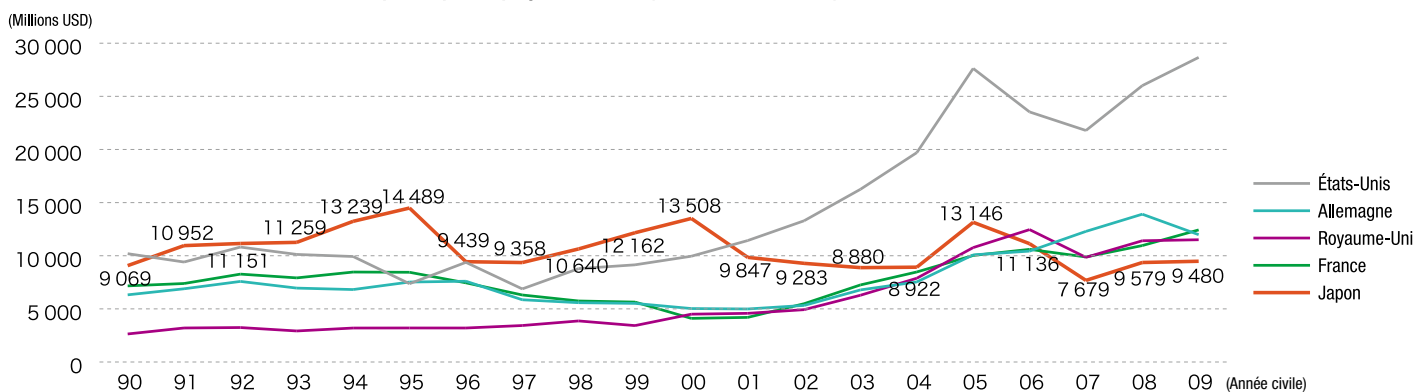
En 1989, le Japon s'est hissé à la première place, jusqu'alors occupée par les États-Unis. Il est ensuite demeuré en tête des pays membres du CAD pendant huit ans, de 1993 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et commencé progressivement à décliner, hormis un sursaut temporaire notable en 2005.

Avec un ratio APD/PNB de 0,18 %, le Japon se situe à la 21^e place parmi les 23 pays membres du CAD.

Tableau 5 Récapitulatif du budget d'APD du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 2010 (Milliards JPY)

	Exercice 2009		Exercice 2010	
	Budget	Variation 2008/2009	Budget	Variation 2009/2010
Budget du gouvernement	672,2	-4,0 %	618,7	-7,9 %
Budget du ministère	436,3	-1,0 %	413,4	-5,3 %
Dons	160,8	1,3 %	154,1	-4,2 %
Fonds alloués à la JICA	155,8	1,3 %	148,0	-5,0 %
Fonds accordés par la JICA	7,0	-48,1 %	0,0	-100,0 %
Contributions et donations	50,2	-1,8 %	51,4	2,4 %
Aide pour activités de soutien	62,4	-1,7 %	59,8	-4,1 %

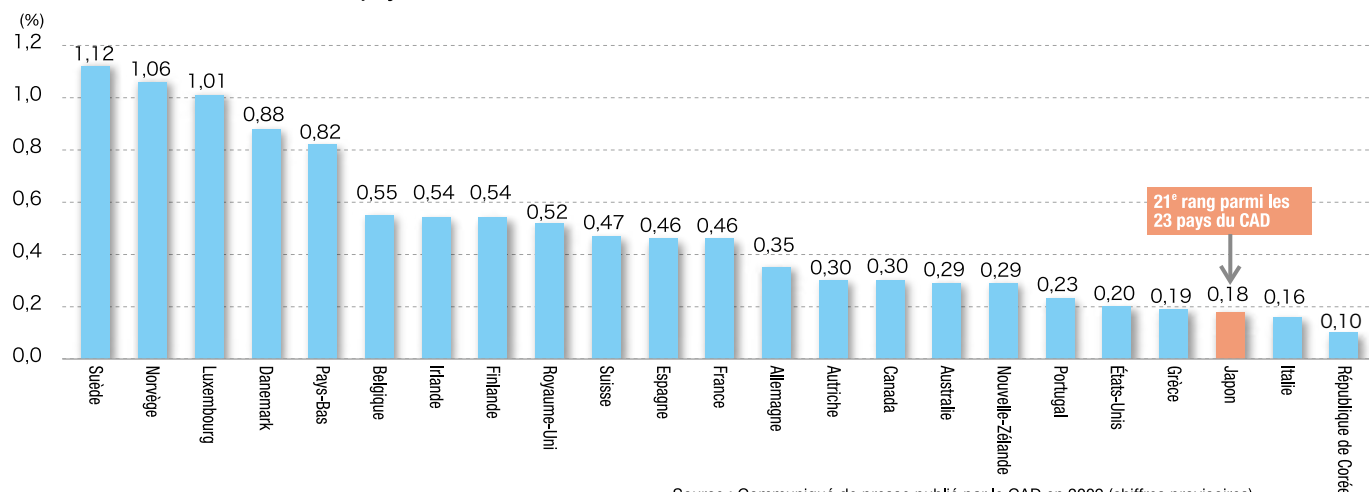
Tableau 3 Évolution de l'APD des principaux pays du CAD (Versements nets)



Source : OCDE ; CAD

1. Ce tableau exclut l'aide fournie à l'Europe de l'Est et aux pays émancipés de l'aide.
2. Pour les États-Unis, les valeurs de 1990 à 1992 excluent la réduction de la dette pour des raisons d'ordre militaire.
3. Les valeurs indiquées pour 2009 sont provisoires.

Tableau 4 Ratios APB/PNB des pays du CAD



Source : Communiqué de presse publié par le CAD en 2009 (chiffres provisoires)